



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 octobre 2003
Français
Original: anglais

Lettre datée du 23 octobre 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 18 juillet 2003 (S/2003/738).

L'ex-République yougoslave de Macédoine a adressé au Comité contre le terrorisme le troisième rapport complémentaire ci-joint, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



Annexe

Note verbale datée du 22 octobre 2003, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste par la Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations unies présente ses compliments au Président du Comité contre le terrorisme et a l'honneur de transmettre le deuxième rapport complémentaire de la République de Macédoine sur l'application de la résolution 1373 (2001) (voir pièce jointe).

Pièce jointe

Deuxième rapport complémentaire au rapport initial soumis par la République de Macédoine au Comité contre le terrorisme, en application de la résolution 1373 (2001)

Questions et observations formulées dans la lettre du Comité contre le terrorisme au sujet du point 1 « Mesures de mise en oeuvre ».

1.2. Le projet de loi amendant le Code pénal macédonien vise à modifier et réviser plus d'une centaine d'articles existants, et à en ajouter une vingtaine d'autres. Il a été examiné par le Gouvernement et sera présenté au Parlement pour adoption. L'examen du projet en première lecture devant bientôt avoir lieu, il est prévu que l'examen en deuxième lecture et l'adoption du texte final interviennent d'ici à la fin de l'année.

Les propositions suivantes qui figurent dans le projet de loi sont inspirées par la volonté de la République de Macédoine d'assurer avec efficacité l'application nationale des dispositions de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité et des mesures prises à l'échelle internationale pour lutter contre le terrorisme :

- Comme indiqué dans le rapport initial, le droit pénal sanctionne désormais l'infraction de terrorisme (art. 313), la peine minimale encourue ayant été portée de 3 à 4 années d'emprisonnement.
- Une nouvelle infraction intitulée « constitution d'organisation terroriste » [art. 394-a)] a été introduite dans le Code pénal; elle est définie comme suit : « 1) Quiconque crée un groupe, une bande organisée ou une autre organisation criminelle aux fins de commettre les crimes suivants : meurtre, coups et blessures volontaires, enlèvement, destruction de biens publics, de systèmes de transport, d'infrastructures, de systèmes d'information et autres installations servant au public, détournement d'aéronef ou de tout autre moyen de transport, production ou commerce d'armes nucléaires, biologiques, chimiques ou autres et de substances toxiques, rejet de substances radioactives, toxiques ou dangereuses ou provocation d'incendie ou d'explosion, destruction d'installations de stockage d'eau ou de production d'énergie et de ressources naturelles de base, dans le but de créer l'insécurité ou la terreur au sein de la population, de porter atteinte à l'ordre constitutionnel du pays ou aux intérêts d'une organisation internationale ou d'un État étranger, est puni d'une peine minimale de 8 ans d'emprisonnement. 2) Tout membre d'un groupe, d'une bande organisée ou d'une autre organisation criminelle et quiconque fournira des moyens financiers ou autres pour l'aider est puni d'une peine allant de 4 à 10 ans d'emprisonnement. 3) La peine prévue au paragraphe 2 s'applique également à quiconque a publiquement lancé un appel ou exprimé son soutien à la création d'une organisation terroriste. 4) L'auteur de l'infraction incriminée par le paragraphe 1 qui, en révélant l'existence de l'organisation ou usant de tout autre moyen, empêche la commission de l'infraction en préparation est puni d'une peine allant de 3 mois à 3 ans d'emprisonnement ou peut être exempté de peine. 6) Les objets et les moyens destinés à la préparation des actes criminels ainsi que les avoirs financiers de l'organisation sont confisqués.

- L'infraction d'« association de malfaiteurs » sera soumise à certaines modifications et définie comme suit : « Quiconque s'entend pour former, ou forme, une bande organisée, un groupe ou toute autre association de personnes ou organisation ayant pour but la commission d'un crime de haute trahison (art. 305), la soumission à l'occupation (art. 306), l'atteinte à l'intégrité nationale (art. 307), l'atteinte à l'indépendance (art. 308), le meurtre de représentants des grands corps de l'État (art. 309); l'enlèvement de représentants des grands corps de l'État (art. 310); des actes de violence dirigés contre des représentants des grands corps de l'État (art. 311); le terrorisme (art. 313); la subversion (art. 314); le sabotage (art. 315); l'obstruction au combat contre l'ennemi (art. 321); et le service dans une armée ennemie (art. 322, par. 2) est puni d'une peine minimale de 4 ans d'emprisonnement. 2) Quiconque devient membre d'une association visée au paragraphe 1 est puni d'une peine d'emprisonnement allant de 1 an à 5 ans. 3) Les auteurs de l'infraction incriminée par le paragraphe 1 qui, en révélant l'existence de l'association ou en usant de tout autre moyen, empêchent la commission des infractions visées au paragraphe 1 sont punis d'une peine allant de 3 mois à 3 ans d'emprisonnement ou peuvent être exemptés de peine. 4) Tout membre d'une association visée au paragraphe 1 qui révèle l'existence de ladite association avant d'avoir commis, en son nom ou pour servir ses objectifs, une des infractions énumérées dans ce paragraphe est exempté de peine. 5) Les objets et les moyens destinés à la préparation des actes criminels ainsi que les avoirs financiers de l'organisation sont confisqués.
- Dans sa nouvelle version, le Code pénal comprendra trois infractions nouvelles :

« Approbation ou apologie de crimes de génocide, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre » [art. 407-a)] dont la définition est la suivante : « 1) Quiconque au moyen d'un système d'information nie publiquement ou minimise sérieusement, approuve ou justifie des infractions incriminées par les articles 403 à 407 (génocide, crimes de guerre contre des populations civiles, crimes de guerre contre des blessés ou des malades, crimes de guerres contre des prisonniers de guerre, emploi de moyens de combat interdits) est puni d'une peine d'emprisonnement allant de 1 an à 5 ans de prison. 2) Si l'acte de négation, de minimisation, d'approbation ou d'apologie est commis dans l'intention d'inciter à la haine, à la discrimination ou à la violence contre une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine nationale, ethnique et raciale ou de leur croyance religieuse, l'auteur est puni d'une peine minimale de 4 ans d'emprisonnement. »

« Utilisation d'armes chimiques ou biologiques à des fins criminelles » [art. 407-b)] qui est définie comme suit : « 1) Quiconque fabrique, met au point, produit, acquiert, accumule, vend ou achète, ou sert d'intermédiaire pour la vente ou l'achat, détient, porte ou transporte des armes chimiques ou biologiques ou toute autre arme de combat, ou se livre à la guerre en usant de moyens interdits par le droit international est puni d'une peine d'emprisonnement de 3 mois à 3 ans. »

« Crime contre l'humanité » [art. 403-a)], défini comme suit : « Toute personne qui, dans l'intention d'exterminer systématiquement une population civile, donne l'ordre de commettre des meurtres, d'infliger des blessures

graves, d'exterminer, de réduire en esclavage, de déporter ou transférer de force des populations, de les emprisonner ou de les soumettre à d'autres formes de privation de liberté en violation du droit international, de se livrer à la torture, au viol, à l'exploitation sexuelle ou à l'esclavage sexuel, à la prostitution forcée, à la grossesse forcée, à la stérilisation forcée ou à toute autre forme de violence sexuelle grave, de persécuter un groupe ou une communauté pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste ou de commettre d'autres actes inhumains dans l'intention de provoquer des souffrances physiques ou morales, ou qui, dans la même intention, commet l'un des crimes susvisés est punie d'une peine minimale de 10 ans d'emprisonnement ou de la prison à vie. »

- Le nouveau projet de Code pénal incrimine également « la constitution d'un groupe ou l'incitation à commettre un génocide ou des crimes de guerre ».
- Il envisage en outre de modifier la description de l'infraction de « blanchiment d'argent et d'autres biens d'origine illicite » en l'intitulant « Blanchiment d'argent et autres produits du crime », ainsi que sa définition qui serait la suivante : « 1) Quiconque fait circuler, accepte, reprend, échange ou fractionne une somme d'argent importante qu'il a tirée d'un crime ou qu'il sait être le produit d'une activité criminelle, ou par le biais d'une opération de conversion ou de transfert par quelque moyen que ce soit, dissimule l'origine criminelle, l'emplacement, les mouvements ou la propriété de capitaux est passible de 1 à 10 ans d'emprisonnement. 2) La peine prévue au paragraphe 1 s'applique à la personne qui vend, cède à titre de don ou fait circuler de toute autre façon un bien ou des objets de grande valeur provenant d'une activité criminelle ou achète, accepte à titre de gage, ou acquiert de toute autre façon, dissimule ou transfère des biens ou des objets dont elle sait qu'ils proviennent d'une activité criminelle ou d'une fraude ou en justifiant mensongèrement l'origine criminelle de biens ou d'objets, ou en dissimulant leur emplacement, leurs mouvements ou leur propriété. 3) Lorsque l'infraction incriminée aux paragraphes 1 et 2 est commise par l'intermédiaire de transactions bancaires ou financières ou lorsqu'une transaction a été effectuée en plusieurs temps pour échapper à l'obligation de déclaration imposée par la loi, l'auteur est passible d'une peine minimale de 3 ans d'emprisonnement. 4) Quiconque a commis l'infraction incriminée aux paragraphes 1, 2 ou 3, était tenu à un devoir de diligence et était en mesure de savoir que l'argent, le bien ou les autres avoirs ou objets provenaient d'une activité criminelle est passible d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 3 ans. 5) Quiconque commet l'infraction incriminée aux paragraphes 1, 2 ou 3 en tant que membre d'un groupe ou d'une autre association se livrant au blanchiment d'argent ou de biens ou de revenus ou avec l'aide de banques, institutions financières ou personnes étrangères est passible d'une peine minimale d'emprisonnement de 5 ans. 6) Tout représentant officiel, responsable d'une banque, d'une compagnie d'assurance, d'une société de jeux, de pari et de loterie, d'un bureau de change, d'une institution boursière ou financière, avocat – sauf s'il remplit les fonctions de conseil de la défense –, notaire ou tout autre dépositaire de l'autorité publique ou chargé d'une mission de service public qui s'abstient d'intervenir ou de faire une déclaration en cas de blanchiment d'argent, de biens ou de profits dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions ou obligations, est passible d'une peine minimale de 3 ans d'emprisonnement.

7) Lorsque l'infraction visée au paragraphe 1 a été commise par une personne morale, cette dernière est passible d'une amende. 8) L'argent, les avoirs d'origine illicite et les objets ou autres biens provenant d'une activité criminelle sont confisqués ou, si s'ils ne peuvent l'être, des biens de même valeur le seront.

Outre les modifications qu'il est envisagé d'apporter au Code pénal, le Ministère de la justice étudie actuellement les révisions et amendements relatifs au Code de procédure pénale aux termes desquelles des mesures spéciales d'enquête en matière pénale seront introduites sous réserve de la révision préalable de l'article 17 de la Constitution de la République de Macédoine (qui autoriseront la divulgation du contenu de correspondances privées si nécessaire pour prévenir ou dénoncer un crime ou lorsque les intérêts en matière de sécurité ou défense du pays sont menacés, et l'adoption d'autres mesures spéciales aux fins de la conduite de l'enquête sur décision du tribunal/ordre écrit du juge d'instruction). Les modifications apportées à l'article 17 ont été approuvées en première lecture par le Parlement et la deuxième lecture aura bientôt lieu en vue de leur adoption définitive d'ici à la fin de 2003.

Quant au processus de préparation du projet de loi contre le terrorisme, d'après le programme de travail du cabinet ministériel, le projet doit être soumis à examen en décembre 2003. Le groupe de travail du Ministère de l'intérieur chargé de l'élaboration du projet de loi incorporera les notions et solutions modernes de lutte contre le terrorisme adoptées par de nombreux pays d'Europe à l'issue d'une analyse comparative de leur expérience.

1.4, 1.5 et 1.6. Conformément à l'article 26, paragraphe 1, de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent, « Toute personne physique ou morale, de même que les avocats, notaires, comptables agréés et vérificateurs des comptes, est tenue de signaler à la Direction contre le blanchiment de capitaux les transactions dont on soupçonne qu'elles ont été ou peuvent être utilisées à des fins de blanchiment d'argent, ainsi que les fonds dont on présume qu'ils proviendraient d'une activité criminelle. » Dans l'état actuel, la loi impose donc une obligation de déclaration mais dans les seuls cas de blanchiment d'argent.

Conscient du devoir qui est le sien de contribuer à la lutte mondiale contre le financement du terrorisme et d'appliquer les divers instruments internationaux et les recommandations du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) en la matière, le Gouvernement de la République de Macédoine a récemment préparé un projet de loi amendant la loi sur la prévention du blanchiment d'argent, qui est en passe d'être adopté par l'Assemblée nationale. Le projet de loi contient un nouvel article qui prévoit que tous les sujets de droit auxquels la loi impose de prendre des mesures et des initiatives pour empêcher le blanchiment d'argent sont également tenus de surseoir à toute transaction douteuse et, au plus tard dans les 24 heures, de la déclarer à la police financière – cellule de prévention du blanchiment d'argent si le donneur d'ordre ou toute autre partie à la transaction se trouve sous le coup d'un mandat d'arrêt national ou international pour l'une des infractions suivantes : génocide, crimes de guerre et autres crimes de portée internationale, terrorisme, meurtre, cambriolage, corruption et autres infractions graves passibles d'une peine minimale d'emprisonnement de 4 ans. De même, aux termes du projet de loi, les sujets de droit ont le devoir de surseoir à l'exécution de toutes transactions qu'elles soupçonnent d'être liées à une activité terroriste de la

part du donneur d'ordre ou d'une partie à la transaction ou qui portent sur des capitaux ou des biens destinés à une activité terroriste. Ils doivent informer dans les 24 heures la police financière des raisons motivant leur refus d'effectuer la transaction, laquelle ne peut être réalisée que lorsque la police financière-cellule de prévention du blanchiment d'argent l'a autorisée. La liste des personnes se trouvant sous le coup d'un mandat d'arrêt doit être communiquée régulièrement à la police financière-cellule de prévention du blanchiment d'argent et mise à jour par le Ministère de l'intérieur. L'exécution de la transaction peut être suspendue aussi longtemps que le nom du donneur d'ordre ou toute autre partie à la transaction figure sur la liste des personnes sous mandat d'arrêt ou jusqu'à ce que le juge en décide autrement.

1.7. Voir les réponses au titre du point 1.2. Certains des changements et amendements portant sur le Code pénal répondent pleinement aux exigences de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution 1373 (2001).

1.8. L'explication demandée concerne l'article 396 du Code pénal macédonien qui a été modifié aux termes des amendements approuvés par l'Assemblée nationale le 24 juin 2003 et qui est désormais intitulé « Fabrication, possession et commerce illicites d'armes ou d'explosifs » et libellé comme suit : « Toute personne qui, sans y être autorisée, fabrique, possède, vend ou achète des armes, des munitions ou des explosifs ou en fait le commerce est passible d'une peine d'emprisonnement de 1 à 10 ans. 2) Lorsque l'infraction incriminée au paragraphe 1 porte sur une quantité supérieure d'armes, de munitions ou d'explosifs interdits aux particuliers, l'auteur est condamné au minimum à 5 ans d'emprisonnement. 3) Les objets visés aux paragraphes 1 et 2 ainsi que les moyens servant à leur fabrication, à leur transport et à leur diffusion sont confisqués.

L'expression « armes, munitions ou explosifs interdits aux particuliers » s'entend des armes et des explosifs dont le commerce est interdit par la loi. Il convient à ce propos d'établir une distinction entre la possession illicite d'armes, de munitions ou d'explosifs dont le commerce est interdit en toutes circonstances et l'acquisition et la possession d'armes et autres matériels dont le propriétaire doit être titulaire d'une licence spéciale délivrée par les autorités compétentes du Ministère de l'intérieur sous peine d'enfreindre les dispositions de la loi sur l'acquisition, la possession et le port d'armes, qui décrit également les types d'armes, de munitions et d'explosifs soumis à autorisation. Récemment, le Gouvernement a examiné certains changements et amendements concernant cette loi qu'il envisageait de soumettre au Parlement.

1.9. L'article 6 de la nouvelle loi sur l'asile et la protection temporaire (parue au Journal officiel de la République de Macédoine, No 49/2003) contient des dispositions qui visent à mettre en application la résolution 1373 (2001) et sont les suivantes : « Est refusé le droit d'asile en République de Macédoine à tout étranger, dont on est en droit de penser qu'il a commis un crime contre la paix ou l'humanité ou un crime de guerre tel que défini par les instruments internationaux interdisant ce genre de crimes, ou qui a commis une infraction pénale grave (de nature autre que politique) en dehors du territoire de la République de Macédoine avant de trouver refuge dans ce pays, ou qui est reconnu coupable d'activités contraires aux objectifs et aux principes des Nations Unies. »

1.10. Le 17 mars 2003, le Gouvernement macédonien a décidé de créer un groupe de travail interministériel pour assurer et surveiller la mise en oeuvre d'un projet de

gestion intégrée des frontières, qui est bien avancée puisqu'une ébauche de stratégie de gestion intégrée des frontières a déjà été préparée. Le principal objectif de ce projet est de créer un groupe de police des frontières compétent qui assumerait la tâche consistant à assurer la sécurité des frontières de l'État que remplit actuellement le Ministère de la défense ou plus précisément l'armée de la République de Macédoine, et à fournir les moyens techniques, humains et autres nécessaires à une gestion intégrée efficace et durable des frontières, conformément aux normes en matière de surveillance des frontières instituées par les pays de l'Union européenne signataires de l'Accord de Schengen. À ce propos, la mise en oeuvre des projets relevant du Programme d'aide communautaire à la reconstruction au développement et à la reconstruction se poursuivra pendant la période considérée.

Par ailleurs, des contrôles frontaliers plus stricts seront instaurés pour prévenir les menaces terroristes et les mouvements de terroristes et de groupes terroristes dans les zones frontalières et en usant de moyens techniques de pointe pour surveiller les points de passage de la frontière et empêcher le franchissement non autorisé de la frontière et l'utilisation de faux documents d'identité et titres de voyage. Dans ce domaine, la coopération et l'échange de renseignements entre sujets du droit national et international seront renforcés conformément au droit.

1.11. Les formalités de ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif sont en bonne voie et devraient aboutir d'ici à la fin de 2003. Quant aux deux autres instruments internationaux antiterroristes que la République de Macédoine n'a pas encore signés (Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental), le Ministère des affaires étrangères a entamé la procédure officielle de signature qui est en cours. Pour ce qui est des autres instruments internationaux, des progrès ont été faits depuis la présentation du dernier rapport au Comité puisque la République de Macédoine a signé cette année le Protocole amendant la Convention européenne sur la répression du terrorisme et ratifié le deuxième protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du Conseil de l'Europe.

Au titre du point 2 « Assistance et conseils », les domaines proposés par le Comité contre le terrorisme dans lesquels une assistance et des conseils pourraient être offerts ou reçus par la République de Macédoine sont actuellement à l'étude.